

## Les civils dans les conflits armés

# La destruction de Mossoul

### Table Ronde

Mardi 21 septembre - 2017  
Salle xi, 11:30 – 13:00

Palais des Nations, Genève



#### Intervenants:

**Mr. Dirk Adriaensens,**

Comité exécutif du Brussels Tribunal.

**Mr. Rabee F. Al-Hafidh,**

Président de la Mosul Foundation.



**Modératrice: Mme. Gulnoz Saydaminova,** chercheuse senior des droits de l'homme au GICJ



Co-Organisateurs: International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), International-Lawyers.Org, Geneva International Centre for Justice (GICJ), The Arab Lawyers Association-UK, The Iraqi Commission for Human Rights (ICHR), Association of Human Rights Defenders in Iraq (AHRD), General Federation of Iraqi Women (GFIW), The Brussels Tribunal, Mosul Foundation.



## Note Conceptuelle

---

Le 10 juillet 2017, le premier ministre irakien Haider al-Abadi a officiellement proclamé la libération de la ville de Mossoul à l'issue d'une bataille contre Daesh (ISIS) – qui avait pris le contrôle de la deuxième ville d'Irak en 2014. Cependant, il n'a pas mentionné l'impact dramatique que la "campagne de libération" a eu sur les citoyens de Mossoul, sur ses infrastructures et sur ses sites historiques. En effet, Mossoul – berceau de la civilisation et centre artistique et culturel de renommée mondiale – et ses 2 millions d'habitants ont souffert des pertes énormes. Ils ont été ravagés par la furie des combattants de l'organisation de l'Etat Islamique et par les attaques aveugles des forces irakiennes et américaines.

Depuis le début de l'opération militaire à la fin du 2016, des milliers de civils ont été forcés à se déplacer. Beaucoup d'autres ont été tués, blessés et mutilés par les attaques violentes et les raids aériens. Des centaines ont été utilisés comme boucliers humains et d'innombrables hommes, femmes et enfants ont été torturés, menacés et tués arbitrairement soit par les forces gouvernementales que par les combattants du Daesh. De plus, après un siège de plusieurs mois et de terreur, les civils ont été forcés à quitter tous leurs effets personnels pour chercher refuge dans des abris temporaires et des camps – mal mises en place par le gouvernement irakien, qui n'a pas réussi à leur fournir les services de base et à assurer le retour en sécurité des personnes déplacées.

A propos des pertes douloureuses entre les civils de Mossoul et de la destruction quasi-totale des plusieurs parties de la ville, ainsi que des pertes dramatiques au niveau d'héritage culturel et historique de la ville, cette table ronde vise à éclairer le sujet de la responsabilité de la communauté internationale et à identifier des stratégies viables pour la reconstruction de la ville en assurant justice et responsabilité pour ses citoyens. La communauté internationale a également le devoir juridique et moral d'intervenir et conduire les efforts pour assurer la reconstruction et la réparation.

## Les Intervenants :

---

**Mr. Dirk Adriaensens**, coordinateur de SOS Irak, une organisation qui fait campagne contre les sanctions imposées en Irak (1990-2003). Il est également membre du comité exécutif du Brussel Tribunal, un réseau international d'intellectuels, artistes et activistes. Il est co-auteur de *Rendez-Vous en Bagdad*, EPO (1994), *Cultural Cleansing en Irak*, Pluto Press, London (2010) et *Beyond Educide*, Academia Press, Ghent (2012).

**Mr. Rabee F. Al-Hafidh**, président de la fondation de Mossoul. Il est spécialisé dans le thème : "comment l'État-nation moderne a évolué et c'est formé dans la région arabe pendant la période d'après-guerre". De plus, son travail s'est également concentré à analyser comment l'extrémisme religieux dans cette région a eu un impact sur la dissolution des instituts religieux historiques, et quel rôle ont joué les minorités dans ce scénario.

**Dr. Khadair al-Janabi** – Dr. al-Janabi travaille pour Masar, une ONG basée en Irak, et il est également professeur universitaire. Mr. al-Janabi est résident de Jurf al-Sakhar, une ville qui a été également dévastée au cours de la campagne de « libération de Jurf al-Sakhar » en 2014.

## Modérateur

---

**Ms Gulnoz Saydaminova**, chercheuse senior des droits de l'homme au Geneva International Centre for Justice. Elle a précédemment travaillé à l'office de le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la protection juridique des civils au sein de l'équipe d'intervention humanitaire. Elle a contribué au programme de la protection des droits humains des minorités ethniques dans Balkans post-conflit pendant les affectations détachées dans les missions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

## Organisateurs

---

**Co-Organisateurs :** International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), International-Lawyers.Org, Geneva International Centre for Justice (GICJ), The Arab Lawyers Association- UK, The Iraqi Commission for Human Rights (ICHR), Association of Human Rights Defenders in Iraq (AHRD), General Federation of Iraqi Women (GFIW), The Brussels Tribunal, Mosul Foundation.

## Introduction par Mme. Saydaminova

La crise humanitaire en Irak est l'une des plus grandes et volatiles dans le monde d'aujourd'hui. La violence entre les groupes armés et le gouvernement, en particulier depuis la soi-disant « bataille de Mossoul » en octobre 2016, a eu comme conséquence le déplacement de plus de 3 millions d'individus. Plus de 11 millions de personnes sont en nécessité d'assistance humanitaire, et plus de 30,000 civils sont morts seulement dans la ville de Mossoul. Les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide, ainsi que nombreuses autres violations des droits humains, n'ont pas été enquêtés au cours des années, et les responsables de ces violations continuent à bénéficier de l'impunité totale.

La coalition internationale dirigée par les USA, Daesh, ainsi que d'autres groupes, sont encore en train de commettre des graves violations des droits humains, et ils ne sont pas tenus responsables de ces violations, malgré les preuves flagrantes de violation. Les victimes et les civils sont incapables d'obtenir la réparation, et jusqu'à maintenant le gouvernement irakien n'a pas réussi à leur fournir une protection adéquate. Cette conférence débat vise à faire la lumière sur ce qui se passe à Mossoul, et sur ce que la communauté internationale fait pour s'acquitter de sa responsabilité de protéger les civils. De plus, cette conférence débat prendra en considération ce qui peut être fait pour la reconstruction de la ville de Mossoul, et pour assurer la responsabilité.



## Présentation du Panel

**Mr. Adriaensens** a été le premier intervenant à ouvrir la discussion, en déclarant que la destruction des villes sunnites en Irak est une question très importante à aborder. L'ampleur de la destruction qui résulte de la bataille de Mossoul, qui a duré 267 jours, était immense. Cette bataille a été officialisée le 10 juillet 2017 après avoir proclamé la libération de la ville de Mossoul par les autorités du pays. Cependant, pour nombreux civils vivant à l'intérieur de la ville, les résultats de la campagne de la coalition internationale dirigée par les USA en collaboration avec le



gouvernement irakien, n'étaient pas considérés comme une libération, et ils ne célébraient pas l'évènement. Le mécontentement général était dû à la destruction d'une grande partie des infrastructures de la ville. Les hôpitaux, les centres médicaux, les institutions éducatives, ainsi que 11,000 unités de logement, quatre centrales électriques et six systèmes de purification de l'eau ont été complètement détruits ; ainsi que des raffineries de pétrole, des bâtiments publics, 63 centres religieux et nombreuses usines. Le côté ouest de Mossoul a souffert le plus de la destruction ; quasiment le 99% de l'ouest de Mossoul a été décimé. La situation humanitaire dans le reste de l'Irak est également désastreuse ; des millions de personnes sont en nécessité d'une aide humanitaire urgente, plus d'un million de civils ont été déplacés et plus d'un million d'enfants ne sont pas scolarisés.

Mr. Adriaensens a continué en affirmant que les pertes des civils et les bombardements massifs de la ville ne sont pas les seuls crimes qui ont été commis par les USA; il a mentionné que l'utilisation du phosphore blanc par la coalition dirigée par les USA constitue un grave crime de guerre, puisqu'il s'agit d'une arme interdite à l'échelle internationale dans les zones peuplées. De plus, le nombre catastrophique de personnes affectés ne reçoit pas la prise en charge nécessaire au sein de la communauté internationale, en particulier chez les politiciens et les journalistes. Il faut garder à l'esprit que le nombre exact des victimes est encore inconnu, et que nous devons principalement nous baser sur des estimations englobées dans des rapports de presse concernant les victimes de Mossoul. Plus de 4,000 corps sont encore sous les décombres dans l'ouest de Mossoul ; et même si d'autres équipements et ressources ont été demandés afin de faire face à cette crise, il n'y a eu aucune réponse.

Selon Mr. Adriaensens, la différence entre Mossoul et les autres villes est que dans ces dernières, les civils soit ont fui ou soit ont été évacués avant les combats ; de l'autre côté, à Mossoul, nombreux civils ont décidé de rester dans leurs maisons pour des raisons multiples. Certains d'entre eux ne voulaient pas laisser leurs foyers et familles, cependant il semble que la majorité des civils à Mossoul sont restés parce que le gouvernement leur a demandé, en leur assurant leur sécurité à travers la distribution des flyers. Cela s'est produit non seulement parce que le gouvernement irakien craignait que les flux de réfugiés ne soient ingérables, mais aussi parce que les généraux de l'armée irakienne pensaient que cela leur permettrait d'obtenir des informations sur Daesh auprès des citoyens. Ils ont également supposé qu'ils seraient loués pour leurs efforts de salut. Néanmoins, les personnes de la ville étaient exclues des célébrations pendant la parade de la victoire qui a eu lieu à Bagdad. Cependant, il est évident qu'il aurait eu très peu à célébrer, vu les pertes dont ils ont subi. Alors que le nombre des victimes civiles est toujours minimisé par les médias, le nombre des militants du Daesh tués est au centre des rapports des médias et du gouvernement.



Mr. Adriaensens a ensuite parlé de la situation actuelle de la ville, et des défis auxquels les civils doivent faire face. Selon le OIM, en juillet 2017, il est résulté que à Mossoul 825,000 civils étaient encore déplacés, et qu'ils sont logés dans des tentes ou dans des camps. Pour la plupart de ces réfugiées, il est quasiment impossible de retourner, parce que la plupart d'entre eux ont perdu leur maison. Actuellement, la ville de Mossoul n'a pas l'accès à l'eau ou à l'électricité, la nourriture est rare et les hôpitaux et les écoles ont été détruits.

Il y a eu des tentatives visant à encourager les personnes à retourner dans leurs maisons, et des séminaires ont été créés à ce but. Cependant, il semble que les civils ne ressentent pas le besoin de retourner jusqu'à ce que les services de la ville soient rétablis, et que l'économie est relancée. Même s'ils voulaient retourner, il a été remarqué que le département de la migration n'a pas un programme pour les personnes déplacés qui retournent chez eux ; les personnes déplacées ne reçoivent pas leur juste réparation, et ils sont sceptiques par rapport à ce qu'ils recevront en termes de compensation par les forces du gouvernement. De plus, la sécurité est devenue une question majeure pour ceux qui sont retournés ou qui planifient le retour, puisque les mines et pièges explosifs qui ne sont pas encore explosées ont été laissées là pendant les affrontements. Les experts ont affirmé que la libération de ces zones et le maintien de la sécurité pourrait se prolonger jusqu'à une décennie.

Un autre point souligné par Mr. Adriaensens est le haut niveau de corruption au sein de l'armée irakienne qui occupe Mossoul. Des membres soupçonnés du Daesh peuvent passer à travers les points de contrôle militaires en soudoyant les soldats ; les habitants de Mossoul sont donc sceptiques quant à ce qui peut être attendu par les forces du gouvernement. Les forces militaires occupantes peuvent également être corrompues par les civils qui souhaitent soit retourner à leurs maisons, soit faire sortir un corps des décombres ou soit obtenir leur protection. Dans tous les cas, le prix qui doit être payé est extrêmement élevé.

En ce qui concerne la destruction et la mauvaise gestion du projet de la reconstruction de l'Irak, Mr. Adriaensens a déclaré que cette question n'est pas nouvelle pour l'Irak, en raison du climat économique et politique qui existe au sein du gouvernement. Précédemment on a découvert que les fonds américains dépensés pour plus de dix ans dans le pays n'ont pas produit beaucoup de

résultats tangibles. Ce résultat a été attribué à une mauvaise coordination et à une mauvaise définition des priorités et des projets, ainsi que à la corruption et à des problèmes de sécurité. Le gouvernement irakien n'a pas réussi à faire mieux, et des milliards des dollars ont été « perdus » pendant le mandat du premier ministre Nouri Al-Maliki.



La commission irakienne d'intégrité, responsable pour les enquêtes sur les scandales de corruption, a trouvé que près de la moitié des revenus du gouvernement ont été volés. Ceci est un mauvais signe en termes des efforts de reconstruction, comme affirmé par Mr. Adriaensens. Il a souligné combien c'est important d'être conscient de la corruption actuelle en Irak, pour comprendre que le sectarisme n'est pas la seule cause des troubles et de l'instabilité, et que la prise de contrôle par Daesh était une conséquence naturelle du patrimoine sectaire du pays, comme analysé par les experts. En effet, des études montrent que la cause principale de la montée du Daesh est la soi-disant « absence d'une gouvernance inclusive, réactive et responsable » ; par exemple, quand Maliki a démissionné de son post et il a été remplacé, les statistiques ont montré que le soutien au Daesh a diminué drastiquement. Cela parce que les personnes s'attendaient des changements et des améliorations dans les services publics, malgré ces attentes n'ont pas été respectées. Ainsi, cela montre comment une bonne administration et une bonne gouvernance réduiraient en manière considérable le soutien de Daesh.

La confiance de la population envers le gouvernement central continue à diminuer, et les protestes contre la corruption, les services médiocres et le sectarisme persistent. Le succès croissant des groupes armés est également dû à l'incapacité du premier ministre Al-Abadi de contrôler les milices, en posant ainsi une menace importante pour l'avenir de l'Irak et pour sa reconstruction. Le sectarisme pourrait être le facteur d'instabilité le plus important dans l'avenir proche, si les normes de bonne gouvernance ne sont pas respectées.

Néanmoins, la corruption et les combats doivent s'arrêter, et un programme clair pour l'avenir du pays est vital et urgent. De plus, les dépenses doivent être mieux gérées ; il a été démontré que le montant que le gouvernement USA a investi dans des programmes de démocratie et civils en 2016 n'est rien comparé aux dépenses militaires.

Mr. Adriaensens a conclu sa présentation en affirmant qu'il n'y a aucune solution miraculeuse pour reconstruire la stabilité en Irak. Sans aucun doute, une bonne gouvernance est essentielle pour résoudre cette instabilité et pour remédier à ses causes, pour essayer et ouvrir la voie pour un avenir pacifique et juste en Irak.



Il a également affirmé que c'est extrêmement important d'essayer de comprendre les facteurs sociaux, économiques et politiques complexes qui ont conduit à la montée et au succès du Daesh, et comment l'occident a eu un rôle décisif et dévastateur dans la radicalisation des musulmans. Les interventions militaires dans le Moyen-Orient ont seulement causé plus de mal que du bien. L'Occident a soutenu le gouvernement irakien quand il a tiré le feu contre des manifestants sunnites non armés, bombardé les territoires sunnites et soutenu les milices chiites qui ont commis des crimes de guerre à grande échelle, en mettant l'accent sur Daesh pour ce rôle politique important.

En conclusion, le déni de la campagne de guerre destructive de l'Occident, qui a détruit la région, blessé la population et provoqué la crise des réfugiés, contribue à l'instabilité continue en Irak.

Après sa présentation, l'animatrice du débat Mme. Saydaminova a commenté que toutes les parties en guerre devraient se conformer aux obligations internationales et que le gouvernement irakien doit garantir les obligations internationales, y compris l'autorisation du droit de retour à tous les irakiens et les mesures de compensation qui doivent être adressées.

Le deuxième orateur, **M. Al-Hafiz**, à travers une présentation en power point, a commencé à parler de son organisation, la Fondation Mossoul, en disant qu'elle avait une image précise de la situation. Il a ensuite commencé par accentuer le rôle de la société civile dans la mesure où elle doit pouvoir résoudre ses problèmes et ses difficultés et les présenter directement à la communauté internationale lorsque le gouvernement est hors de portée ou incapable d'établir toute communication, et encore moins lorsque le gouvernement est la cause principale de ces difficultés. De même, l'ONU doit entendre les faits directement des institutions de la société civile si elle veut réussir dans sa tâche difficile de restaurer la sécurité et la stabilité locale et régionale, ce qui mène à la stabilité globale que nous recherchons tous.



Dans ce contexte, il a présenté la situation désastreuse que la population de Mossoul rencontre actuellement, où ils ne trouvent ni la paix ni la sécurité en l'absence totale des institutions de l'Etat irakien. Les habitants du Mossoul sont constamment en quête d'un abri qu'ils ne trouvent pas dans leur ville encore en ruine.

M. Al-Hafidh croit que l'Irak est confronté à un grand dilemme, surtout que la sécurité à Mossoul a été un problème grave depuis 2003. Le dilemme se pose d'abord à cause des politiques sectaires des forces de sécurité irakiennes qui ont humilié la population et ont refusé d'écouter à leurs revendications pacifiques, et ils ont également promulgué une politique de détentions sans procès. Deuxièmement, pendant l'occupation de l'état islamique Daesh (suite à l'échec total du gouvernement irakien à défendre la ville) et, enfin, lors de la bataille pour reprendre la ville.



Cette bataille, dans laquelle le gouvernement irakien a ignoré les conseils et les avertissements d'experts militaires et a encerclé les membres de l'état islamique à l'intérieur de la vieille ville, et a utilisé une force excessive et des armes aléatoires pour tuer plus de 40 000 civils innocents dans la ville. Les forces gouvernementales irakiennes ont été condamnées par les Nations Unies et une multitude d'organisations de défense des droits de l'homme pour ce crime qui a entraîné la destruction de la ville.

Il a souligné que le prix catastrophique des vies et la destruction de l'infrastructure de la bataille pourraient être appréciés s'ils étaient similaires à la libération de Tal Afar, où Daesh a été autorisé à se retirer de la ville, et la situation a été rétablie paisiblement épargnant la ville et sa population.

M. al-Hafiz a expliqué que la situation à Mossoul est pire que de revenir à "la case carrée", car le résultat politique de cette bataille est que la ville est de nouveau tombée entre les mains des milices

sectaires qui sont maintenant intégrées dans les organes de l'Etat, la perception des taxes et la conduite d'actes d'enlèvement, d'exécutions extrajudiciaires, y compris la confiscation ou la destruction de biens privés ce sont des actes commis par des individus en portant des uniformes de police et d'armée. En outre, les milices parrainées par le gouvernement modifient activement la carte politique de la ville pour influencer les résultats de toute élection future, un comportement qui ne correspond pas à un État membre des Nations Unies et rappelle plus le chaos total qui suit l'échec et l'effondrement de l'État, comme c'était le cas en Bosnie et au Kosovo par exemple.



Maintenant, les fils de Mossoul doivent prouver leur innocence de l'accusation qu'ils ont coopéré avec Daesh, une accusation qui pourrait les mettre sous le contrôle de n'importe quel élément de la milice, et pourrait conduire à une mort rapide devant les caméras de leurs iPhones.

M. al-Hafiz a réaffirmé que la destruction de Mossoul a été estimée entre 70% et 100%; et en plus de tout ça , les coffres sont vides et le gouvernement est corrompu. Ainsi, a-t-il dit, la question du million de dollars reste : "Qui va reconstruire Mossoul et avec quels fonds?"

Si la situation actuelle persiste, a-t-il dit, les résultats seraient catastrophiques pour la ville de Mossoul et sa population, notamment :

- Nettoyage ethnique sur des lignes sectaires pour modifier la démographie de la population.
- La destruction culturelle de la religion et de la tolérance ethnique pour laquelle la ville est réputée et dont la région en a beaucoup besoin.
- L'élimination d'un centre majeur de la civilisation dans la région qui a longtemps agi comme une soupape de sécurité intellectuelle.
- La création d'une économie de médicaments basée sur l'influence de puissants seigneurs de guerre.
- La montée d'une économie basée sur le secteur secondaire
- Des fonds mystérieux mis à disposition pour acheter des terrains et des biens immobiliers à Mossoul à des prix tentants.

- Transformation du caractère de la population de la ville d'un ancien centre de civilisation à un camps de réfugiés éternel et à la création d'une nouvelle génération de millions de jeunes et d'extrémistes sans éducation et sans aides.
- La destruction du patrimoine culturel, artistique, intellectuel et artisanal de la société de Mossoul.
- Le contrôle des mosquées dans la ville pour empêcher leur utilisation par les habitants de la ville



En raison d'un gouvernement échoué et corrompu, ces changements ne seront pas réversibles avec le temps. En outre, M. al-Faidh a expliqué que cet échec politique chronique et le niveau record de corruption en Irak ont transformé les institutions de l'État (la constitution, le Parlement, le pouvoir judiciaire et les forces de sécurité) en un champ de bataille ethnique / sectaire. Cela a paralysé les instruments de l'État et empêché le gouvernement d'être tenu responsable de la manière habituelle.

De plus, le gouvernement dans de nombreux aspects ne prend pas les décisions et les actions décisives et nécessaires. Par exemple, il a déclaré qu'il ne fournissait pas d'ambulance ou de fauteuil roulant lors de la bataille de Mossoul, mais il a célébré la victoire sur les décombres sous lesquels les gens étaient encore en vie.

La situation est encore aggravée par l'incapacité ou la réticence du gouvernement irakien à suivre les normes qui régissent la relation entre un gouvernement et sa population, tel que défini par les Nations Unies. La situation rend également impossible pour la société civile de Mossoul de contribuer de manière significative à trouver une solution fondée sur les expériences d'autres nations.

La ville détruite de Mossoul (nommée la deuxième Hiroshima) est face à un dilemme flagrant : aucun réaménagement sans administration scrupuleuse et compétente ; pas d'administration honnête sans sécurité ; et il n'aura pas de sécurité sans l'élimination des milices parrainées par l'État.

M. al-Hafidh considère que la sécurité est la sortie de crise, car elle est la clé de la réhabilitation de Mossoul. La population de la ville ne peut pas trouver la paix et la sécurité avec quelconque des institutions de l'Etat irakien, et la seule option viable qui reste en face à l'anéantissement de la ville est de rechercher une protection internationale pour la ville.

À la lumière de ces considérations, il a attiré l'attention sur le fait que la société Mossoul, et par le billet de ses fils et ses filles professionnelles, appelle les Nations Unies à déclarer Mossoul une « ville sinistrée » et à protéger leurs citoyens pour qu'ils remplissent les fonctions essentielles suivantes:

- Assurer la sécurité et la surveillance internationale de la suppression des milices de la ville.
- Superviser le renvoi des fonctionnaires corrompus nommés par le gouvernement, et les chasser des bureaux et institutions de la ville.

- Permettre à la société civile de former une administration temporaire et apolitique pour diriger la ville et se préparer aux prochaines élections pour déterminer la nature de la gouvernance de la ville.
- Superviser l'affectation d'une partie des recettes pétrolières nationales (en tant que Programme de pétrole pour le réaménagement et l'indemnisation) à déposer dans un fonds spécial avec des dons internationaux.
- Supervision internationale du financement et de l'exécution de tous les projets de réaménagement



M. Al-Hafidh a conclu en notant que cette situation catastrophique avait été prédite par la Fondation Mossoul avant la bataille. La Fondation a mis en garde contre les résultats de cette bataille et a présenté une feuille de route réaliste pour faire face à la situation. Aujourd'hui, ce que nous avons prédit est malheureusement devenu réalité, la Fondation Mossoul préconise cette feuille de route avec le soutien de dizaines de milliers de jeunes habitants de Mossoul de tous horizons et de toutes les professions et spécialisations. Enfin, la Fondation Mossoul espère que la communauté internationale, la société civile et l'agence des Nations Unies répondront positivement à cette demande légitime et juste.

L'animatrice de la table ronde, Mme Saydaminova a fait remarquer que les fonds des Nations Unies ne suffisent pas et que le principe de protection n'est pas respecté. En outre, aucune des parties impliquées n'a encore débloqué des fonds pour la reconstruction des hôpitaux. Elle a déclaré que les parties belligérantes devraient assumer des responsabilités et donner des fonds à ces institutions.

#### **Témoignage du Dr Khadayer Al-Janabi**

Le dernier intervenant était **Dr Khadayer Al-Janabi**, un résident de Jurf al-Sakhar, situé dans le sud de Bagdad. Il est professeur d'université qui travaille également pour Masar.org, une ONG en Irak.

Sa présentation a été un récit des événements et des réactions du gouvernement à l'égard de la campagne de « libération ». Il estime qu'après le déclenchement de cette campagne militaire, tous les habitants de la ville sont devenus des personnes déplacées, en d'autres termes, il n'y avait plus de citoyens. Ils ont tous dû quitter par la force en raison de l'incapacité du gouvernement à assurer la sécurité, qui a été exploitée. Dans son témoignage, Dr Khadayer a déclaré:



Il s'agit d'un témoignage présenté au nom des habitants de Jarf al-Sakhr, situé au sud de Bagdad, et d'une zone stratégique agricole de 1625 kilomètres carrés avec une population de 120 000 personnes, qui sont déplacées et n'ont pas été autorisées à revenir depuis trois ans.

En raison de l'incapacité des gouvernements irakiens successifs à rétablir la sécurité et l'ordre de la loi et à cause de l'ingérence étrangère, l'organisation de l'état islamique s'est répandue dans ces zones d'une majorité sunnites, profitant du vide sécuritaire et de l'injustice, de l'oppression et de la négligence dans ces régions.

À la fin de 2012, Daesh a dominé la région de Jarf al-Sakhr après le retrait des forces de sécurité chargées de protéger la région. Les bombardements intensifs et continus ont commencé, ce qui a entraîné le déplacement de la moitié de la population de la région et la destruction de 2 500 maisons résidentielles.

En octobre 2014, l'organisation de l'état islamique s'est retirée de la région et les milices ont pris le contrôle de la région en provoquant d'autres déplacements de l'ensemble de la population. Depuis lors, toute la zone a été sous le contrôle de la milice du Hezbollah, qui a fermé la zone en implantant leur siège, des usines d'armes et des prisons secrètes. Jusqu'à présent, les déplacés n'ont pas été autorisés à revenir.

L'autorité exécutive représentée par le Premier ministre et le Conseil du gouvernorat de Babil a montré son incapacité complète d'assurer le retour des personnes déplacées à la suite du rejet continu du Hezbollah. Les références religieuses ont montré un handicap total, tout comme la médiation du clan. Cependant, une délégation de la région est allée en Iran qui a accepté le retour des personnes déplacées. Ainsi, l'Iran contrôle même le retour ou le non-retour des personnes déplacées dans une petite région d'Irak. Malgré un an et demi d'approbation iranienne, il s'est avéré qu'il s'agit d'un simple mensonge.

Nous avons noté que plus la pression exercée sur le retour des personnes déplacées était importante, plus il serait négatif de prévenir la mesure dans laquelle le Conseil de Babil a émis il y a deux mois la décision de criminaliser et de poursuivre les personnes qui ont réclamé le retour des personnes déplacées dans violation de la loi, de la Constitution et des résolutions et conventions internationales et humanitaires.

Ce témoignage n'est qu'un exemple réduit de la souffrance des personnes déplacées en Irak en tant que victimes de guerres et d'actions militaires. Devant l'échec de l'administration américaine, et l'incapacité du gouvernement irakien, la force croissante des milices armées et leur contrôle sur le pays, l'incapacité des forces de pression civiles et des références religieuses à faire face aux milices, en particulier la milice du Hezbollah, les droits de l'homme et les traités internationaux pour protéger les civils pendant les conflits continueront d'être violés.

"À la fin de mon témoignage, je fais appel au devoir humanitaire et je demande aux délégués et à

tous les pays pacifiques d'intervenir afin d'assurer un retour digne de toutes les personnes déplacées dans leurs régions et de fournir une aide humanitaire pour atténuer leurs souffrances".



### La partie des questions et réponses

#### *Commentateur 1*

La première personne à prendre la parole a parlé en français et a corrélié la situation humanitaire à Mossoul à celle de la République centrafricaine (RCA) mentionnant qu'elle était similaire. Elle a noté que pendant et après une telle crise, les femmes et les enfants deviennent les victimes les plus vulnérables et que l'impact de cette guerre et de l'avenir des enfants et du pays est essentiel. Elle a ensuite demandé à quelles souffrances étaient livrées les femmes et les enfants pendant les combats ? "Et" Quel est le rôle de la Fondation Mossoul et les actions posées pour les femmes et les enfants ? "Elle a également souligné le rôle important des femmes et considère qu'elles sont les preneurs de soins primaires des enfants.



#### *Réponse*

Le Dr Al-Hafiz a d'abord répondu en soulignant que la Fondation Mossoul était établie juste avant l'éclatement de la guerre. Deuxièmement, il a déclaré que la solution devait venir de l'extérieur. Il a également reflété comment Mossoul a fourni des médecins, des ingénieurs, et des spécialistes scientifiques et de nombreuses autres choses constructives, mais elle est incapable d'assurer la

sécurité, ce qu'il ressent doit venir de la communauté internationale et des gouvernements.

#### *Commentateur 2*



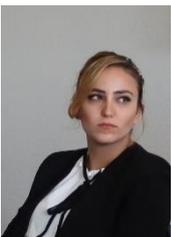
La deuxième personne qui a pris la parole a mentionné que, avant que la ville ne tombe sous le contrôle Daesh, il y a eu un retrait des forces de l'Irak et des citoyens ont été témoins de la destruction de toute la zone, mais personne de Daesh n'a été arrêté et aucun corps des militants n'a été trouvé. Ils ont noté que Daesh a conclu un accord avec le Hezbollah et, de même, le régime syrien est protégé. Alors que la communauté internationale sait que Daesh est une fabrication, du régime pour détruit l'Irak ; Daesh, le Hezbollah et les milices terroristes chiites sont toutes identiques et proviennent d'Iran. Le commentateur a également demandé : " Pourquoi Daesh est-il partout sans intervention de la communauté internationale ?"

#### *Commentateur 3*

La troisième personne intervenante a noté que l'Irak avait des ressources et qu'ils n'ont pas vraiment besoin d'un soutien de l'ONU ou de la communauté internationale. L'ONU a un rôle à jouer pour informer, mais au début de la campagne de « libération », nous n'avons pas entendu parler de la destruction et nous n'avons pas entendu parler de la catastrophe humanitaire. Et elle a demandé, si le panel peut apporter des éclaircissements sur les implications ethniques et sectaires avant, pendant et après les occupations et quel est le rôle de certains pays comme la Turquie.



#### *Commentateur 4*



La quatrième personne était originaire de Palestine et a déclaré que les Palestiniens sont particulièrement sensibles à de telles crises parce qu'ils les ont vécues, et peuvent sympathiser et ressentir ce qui arrive aux gens et au pays. Elle a affirmé que ce qui se passe à Mossoul est un échec de la communauté internationale, qui aurait pu empêcher cette catastrophe si elle le voulait. Dans de nombreuses sessions de l'ONU, de nombreux appels sont effectués sans aucune action. Elle a demandé aux intervenants de la conférence s'ils avaient des idées sur la raison pour laquelle les populations arabes stagnent.

#### *Commentateur 5*

La dernière personne à prendre la parole était du Yémen et a déclaré que les milices Houthi avaient également pris leur ville et qu'ils avaient également fait face à Al-Qaïda, mais qu'ils avaient une aide humanitaire. L'interlocuteur n'était pas d'accord avec l'un des intervenants sur le sujet de la sécurité et ne croyait pas que la communauté internationale soit la seule qui puisse assurer la sécurité. Elle a reconnu que les organisations humanitaires sont nécessaires et a souligné que le travail doit provenir des communautés locales.

### *Réponse et conclusion*

Le Dr Al-Hafiz a répondu en disant que la communauté internationale ne prend pas d'action mais elle répondra lorsqu'il y a un terrain d'entente et des intérêts communs. Il a également déclaré que les politiciens occidentaux sont également corrompus et que les politiciens en général peuvent trouver une réponse pour chaque cas sauf ce qui se passe au Moyen-Orient. Il a fait remarquer que des experts et des scientifiques, parmi d'autres du Moyen-Orient, sont recrutés par l'Occident, mais leurs médias dépeignent les Milieu-Orientaux comme fous et non civilisés. Reconnaissant que les populations locales puissent réparer leurs sociétés, il a ajouté que les politiciens ne s'intéressent pas à cette voie. En outre, ce qui est commun à la société civile, c'est qu'ils ont un intérêt pour le dialogue avec l'Occident et que les gens s'intéressent moins à l'établissement politique et s'engagent davantage vers les ONG. Par conséquent, a-t-il conclu, la société civile doit profiter de ces plateformes.



Le panel a reconnu que les puissances régionales autour de l'Irak ont des influences en Irak et que les médias s'intéressent davantage aux sphères politiques. Le Dr al-Jannabi a conclu en disant que la responsabilité commune de la société civile est de surmonter tout type de phénomène, et il a reconnu que les femmes et les enfants sont les premières victimes, et que le secteur de l'éducation a le plus grand nombre de personnes déplacées. Enfin, il a rappelé que dans le passé, la région de l'Irak était classée au sommet mondial dans l'alphabétisation.

## Les Rapports de l'événement:

### Anglais



### Arabe



### Español



[Read online](#) or [download](#) the full report.

[قراءة على الانترنت](#) أو [تحميل](#) التقرير الكامل.

[Leer en línea](#) o [Descargar](#) el Reporte Completo.



Watch the full side-event in [English](#) or [Arabic](#).





Postal address: P.O. Box: GICJ 598 CH-1214 Vernier, Geneva –  
Switzerland

Email: [info@gicj.org](mailto:info@gicj.org)

Tel: +41 22 788 19 71

Office: 150 Route de Ferney, CH 1211 Geneva 2 – Switzerland

Website: [www.gicj.org](http://www.gicj.org)

Facebook: [facebook.com/GIC4J](https://www.facebook.com/GIC4J)

Twitter: [@Geneva4Justice](https://twitter.com/Geneva4Justice)

Skype: Geneva4Justice